IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
politique et
géostratégique
des États-Unis

L'ADMINISTRATION BIDEN FACE AU DILEMME DU CONFLIT ISRAÉLO-PALESTINIEN

Brahim Oumansour / Chercheur associé à l'IRIS

Novembre 2023

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Brahim Oumansour / Chercheur associé à l'IRIS

Brahim Oumansour est chercheur associé à l'IRIS. Il y dirige l'Observatoire du Maghreb. Il intervient en tant qu'expert en stratégie internationale au sein des formations en Défense, sécurité et gestion de crise et Géopolitique et prospective d'IRIS Sup'.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE POLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS

Sous la direction de **Romuald Sciora**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS a pour ambition d'offrir un éclairage sur les élections présidentielles et législatives de 2024 et sur l'évolution des États-Unis contemporains, notamment l'impact de celle-ci sur la coopération franco-étatsunienne, l'Union européenne et le reste du monde.

Il s'articule autour de la publication d'analyses, la copublication d'ouvrages de référence, la production de vidéos et l'organisation d'évènements (conférences, tables rondes, colloques) en France, aux États-Unis et au Canada.

The Academy of Political Science fondée par l'Université Columbia de New-York, **the Columbia-SIPA Urban and Social Policy Program** et la **Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal**, sont les principaux partenaires académiques de l'Observatoire.

---

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

Depuis l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre, faisant 1400 morts et la prise de plusieurs dizaines d'otages israéliens, Washington réitère son soutien inconditionnel à l'État hébreu et mobilise des moyens colossaux : la Maison-Blanche a multiplié les appels téléphoniques et les visites aux chefs d'État de la région, a débloqué 14 milliards de dollars d'aide directe à Israël[1] et a mobilisé deux porte-avions en Méditerranée orientale. Le but est d'isoler le Hamas et de dissuader l'Iran et ses proxys, principalement le Hezbollah libanais, d'entrer dans le conflit afin d'éviter ainsi l'embrasement. Toutefois, la riposte disproportionnée de l'armée israélienne, dont le tragique bilan dépasse déjà 11 000 morts parmi les civils palestiniens, met la Maison-Blanche face à un sérieux dilemme dont l'impact sera considérable tant au niveau diplomatique qu'intérieur.

Après la visite du secrétaire d'État Antony Blinken, Joe Biden se rend en Israël pour assurer de son soutien son allié secoué par l'attaque inédite des brigades al-Qassam, branche militaire du Hamas. La rencontre chaleureuse entre Biden et Netanyahou a fait oublier les frictions entre les deux chefs d'État. En effet, les relations entre Joe Biden et Benjamin Netanyahu n'étaient pas au beau fixe. L'Administration Biden avait souhaité prendre quelques distances avec un gouvernement israélien dominé par l'extrême droite israélienne. Elle reprochait également à Netanyahou d'avoir soutenu Donald Trump lors de la course électorale à la Maison-Blanche.

Pourtant, depuis le regain des hostilités, Joe Biden a manifesté un soutien inconditionnel au gouvernement israélien qui mène une offensive militaire brutale contre le Hamas à Gaza, en insistant sur le droit à « l'auto-défense » d'Israël. Washington a mis son veto au Conseil de sécurité des Nations unies afin de bloquer une résolution portée par le Brésil qui appelait à une « pause humanitaire », jugeant que celle-ci ne mentionnait pas le « droit d'Israël à se défendre ». Le texte condamnait pourtant « les attaques terroristes odieuses commises par le Hamas le 7 octobre 2023 et la prise d'otages », et avait été approuvé par 12 des 15 membres du Conseil.

Le soutien affiché par Joe Biden n'est pas chose nouvelle. Il s'inscrit dans la position traditionnelle de la politique américaine au Proche-Orient, dont la sécurité d'Israël constitue un des principaux piliers. Tel-Aviv a tissé des liens profonds avec Washington, renforcés par une alliance stratégique qui se traduit par un soutien financier et diplomatique. Les aides américaines ont été estimées à 260 milliards de dollars de 1946 à 2023.

Malgré leur statut de médiateur dans le conflit israélo-palestinien depuis les accords d'Oslo, les Américains ont rarement critiqué la politique coloniale des Israéliens et ont utilisé à plusieurs

[1] Jacob Bogage, Abigail Hauslohner, « House passes $14 billion in Israel aid with costly cuts in IRS », 2 novembre 2023. https://www.washingtonpost.com/business/2023/11/02/israel-aid-house-congress-irs/

reprises le droit de veto pour bloquer toute résolution évoquant des critiques ou des sanctions contre l'État hébreu. Sous la présidence de Donald Trump, la Maison-Blanche est allée encore plus loin en soutenant activement le processus de normalisation entre Israël et des pays arabes, comme les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Soudan et le Maroc, en contrepartie du soutien américain face à l'ennemi commun, l'Iran, le retrait de Khartoum de la liste noire, ou encore la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le territoire du Sahara occidental, que Rabat se dispute avec le Front Polisario depuis plusieurs décennies.

Ces accords de normalisation, appelés Accords d'Abraham, ont été vantés par l'administration Trump comme le « *deal* du siècle » qui allait apporter une paix durable au Proche-Orient. Toutefois, ce *deal* exclut les Palestiniens et balaie la solution à deux États de la diplomatie américaine. À part le fait d'avoir renoué le lien avec l'Autorité palestinienne rompu par son prédécesseur, Joe Biden n'a pas remis en cause ce processus, partant du principe que le dossier est clos. La Maison-Blanche a même encouragé l'Arabie saoudite à poursuivre les négociations avec Israël en vue de normaliser leur relation. Ce que Biden souhaitait capitaliser comme un grand succès diplomatique qui serait favorable à sa réélection en 2024. Cependant, l'attaque du Hamas et la brutalité de la contre-offensive israélienne ont mis les pays arabes signataires des accords d'Abraham en difficulté et ont poussé Riyad à geler le processus de normalisation. Le Secrétaire d'État, Antony Blinken, a été fraichement accueilli par les chefs arabes lors de sa visite au Proche-Orient au lendemain de l'attaque du Hamas. L'annulation du Sommet prévu en Jordanie témoigne également du climat tendu entre Washington et les États qui lui reprochent son alignement sur Israël.

Le regain des hostilités rappelle la centralité du conflit israélo-palestinien et ravive le débat sur la création d'un État palestinien comme seule solution à une paix durable, ce qui bouleverse complètement l'agenda de la Maison-Blanche. Le président américain se trouve en grande difficulté face au tragique bilan des victimes civiles palestiniennes causées par les bombardements intensifs de l'armée israélienne sur Gaza. Avec le soutien inconditionnel à Israël, Joe Biden a engagé la responsabilité et misé la crédibilité de Washington vis-à-vis de l'opinion arabe et internationale, d'autant que le gouvernement israélien s'expose sérieusement à des accusations de crime de guerre ou de crime contre l'humanité. Malheureusement, l'influence de la Maison-Blanche sur celui-ci semble être limitée : Biden n'a pas été entendu par Netanyahou dans ses appels à épargner les civils ou à la trêve humanitaire.

Alors que le sort tragique des Palestiniens suscite beaucoup d'émoi dans le monde entier, Joe Biden prend le risque d'isoler les États-Unis sur la scène internationale et de rendre sa voix inaudible sur d'autres dossiers. Des dirigeants arabes et des ONG, comme Human Rights

Watch et Amnesty International, ont dénoncé le double standard du gouvernement américain et de l'Occident en général, qui condamne l'intervention russe en Ukraine, mais pas la politique coloniale israélienne en territoires palestiniens.

De plus, l'Iran et le Hezbollah, qui observent de près l'évolution de la situation sans intervenir pour éviter un conflit ouvert avec les Américains, parient sur l'enlisement de l'armée israélienne à Gaza. À côté du silence gênant des dirigeants arabes, l'Iran sortira politiquement gagnant en capitalisant sur la colère des populations arabes et musulmanes que provoque l'impunité de la politique israélienne. Pékin, qui a réussi sa médiation entre Riyad et Téhéran, guette aussi avec intérêt tout échec de la diplomatie américaine pour se proposer comme acteur de stabilité plus crédible par sa neutralité.

Enfin, au niveau de la politique intérieure, l'onde de choc provoquée par ce conflit a aggravé la fracture au sein de la société américaine. Le parti démocrate est encore plus divisé, une partie importante de son électorat étant fortement opposée au soutien américain à la politique israélienne. Joe Biden risque ainsi de perdre une partie de l'électorat démocrate lors de la présidentielle qui se tiendra en novembre 2024.

Sous la pression nationale et internationale et à la suite du Sommet Washington-Pékin, Joe Biden a appelé samedi 18 novembre à la « réunification » des territoires palestiniens sous une même autorité et a demandé que cesse « la violence contre les Palestiniens en Cisjordanie », sans pour autant remettre en cause l'offensive israélienne à Gaza ni donner une feuille de route précise. Pendant ce temps, le gouvernement israélien continue à cumuler les camouflets à son égard avec des bombardements d'écoles et d'hôpitaux qui n'ont épargné ni les enfants, ni les employés de l'ONU, ni les otages du Hamas. Le Premier ministre israélien mène ainsi une opération suicidaire et risque d'entraîner Joe Biden dans sa chute.

L'expertise stratégique en toute indépendance

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.